

# John Christensen : “La City de Londres est un Etat dans l’Etat qui opère de manière discrète”

- Pauline Bock

**Patron de l’ONG Tax Justice Network, John Christensen est devenu la bête noire des paradis fiscaux. Il vient de produire un documentaire remarquable, en libre accès sur YouTube, sur la puissance de la City de Londres et sa mainmise sur nombre de paradis fiscaux. Rencontre.**

Passer une décennie incognito dans un paradis fiscal, à travailler d’abord pour la cabinet d’audit international Deloitte, puis pour le gouvernement, qui a laissé se développer un vaste système financier : c’est le pari qu’a tenu l’économiste britannique John Christensen sur son île natale de Jersey, avant d’en dénoncer publiquement les dérives. Devenu pourfendeur des paradis fiscaux avec son ONG Tax Justice Network, il se penche sur le rôle central de la City de Londres dans l’économie offshore à travers un documentaire solidement étayé, *La Toile d’araignée : le second Empire britannique*, qu’il a coproduit. Et Christensen n’est pas près de s’arrêter : son film, désormais disponible gratuitement sur YouTube en VOST, n’est que la première partie d’une enquête plus large sur la dérégulation financière et ses conséquences néfastes sur les institutions politiques. Rencontre.

***Le Monde*, associé à dix-huit médias européens, a dévoilé le 19 octobre 2018 une gigantesque affaire de fraude et d’évasion fiscale, dont sont victimes des Etats européens, pour un préjudice évalué à plus de 55 milliards en quinze ans. Que pensez-vous de cette nouvelle affaire ?**

Je crois que beaucoup d’éléments n’ont pas encore émergé. Cette affaire a commencé dans un Etat [l’Allemagne, ndlr] avant de se propager à d’autres pays européens, et je ne serais pas surpris d’apprendre que ce qui a été révélé

n'est que la partie visible de l'iceberg. Le système d'optimisation fiscale à grande échelle au profit d'investisseurs étrangers visé par cette enquête est probablement illégal. Il n'aurait pu exister sans le concours de banques, de courtiers et d'avocats qui l'ont proposé à certains de leurs clients depuis de nombreuses années. Les gouvernements connaissaient forcément l'existence de ce système, mais je les soupçonne de ne pas avoir réellement enquêté ni tenté de poursuivre les coupables, par crainte de perdre des investissements étrangers. Il faut maintenant s'assurer que des actions en justice vont être intentées et, si nécessaire, que des sanctions soient prises contre les banques et les sociétés d'avocats qui ont rendu ce système possible. Il faut absolument mener à bien ces poursuites pour envoyer un message fort aux banques et à l'opinion publique, et montrer que l'organisation de telles pratiques frauduleuses est inacceptable. Elle discrédite la confiance des citoyens dans les Etats et les banques.

**Votre film *La Toile d'araignée : le second Empire britanniques* intéresse aux liens entre la City de Londres et les paradis fiscaux. En quoi la City tient-elle un rôle à part dans l'évasion fiscale ?**

La City de Londres est un lobby extrêmement puissant qui opère de manière discrète. Elle a un représentant, le *remembrancer*, qui siège à la Chambre des communes, ce qui revient à disposer directement d'un lobbyiste au sein même du Parlement : c'est une idée extraordinaire ! La City est par ailleurs historiquement dirigée par sa propre autorité politique, et possède sa propre police. Autrement dit, c'est un Etat dans l'Etat.

“Soit on développe une énorme activité centrée autour de la finance et on sacrifie le reste de l'économie, soit on en limite la taille pour permettre la création d'une économie plus équilibrée.”

**Vous avez longuement travaillé à Jersey, l'un des principaux paradis fiscaux étudiés dans votre film. Qu'en avez-vous tiré ?**

J'ai été conseiller économique au sein du gouvernement de Jersey de 1987 à 1998 et, de cette position, j'ai pu observer de près ce que l'on appelle « la malédiction de la finance ». Ma mission principale était de « maintenir une économie équilibrée » à Jersey. A l'époque, le gouvernement commençait à autoriser les banques et d'autres organisations financières à baser une partie de leurs activités dans l'île. Elles versaient toutes à leurs employés des salaires qui n'avaient rien à voir avec ceux payés par les autres entreprises. Elles ont ainsi nourri une inflation énorme sur le marché du travail. Par contrecoup, tous les jeunes diplômés sont devenus banquiers et, du fait de l'importance des salaires, les prix de l'immobilier se sont mis à flamber. Les banques ont ainsi cannibalisé tous les autres secteurs de l'activité économique. Dans ces conditions, la mission qui m'était confiée de conserver une économie équilibrée était tout simplement impossible.

### **Qu'aurait-il fallu faire ?**

Il n'y a qu'une alternative possible : soit on développe une énorme activité centrée autour de la finance et on sacrifie le reste de l'économie, soit on en limite la taille pour permettre la création d'une économie plus équilibrée. Je l'ai expliqué en vain à mes employeurs et la situation n'a fait qu'empirer car, dès lors que vous devenez dépendant d'un secteur comme celui de la finance, c'est tout votre système politique que vous fragilisez. La finance dicte ses lois : « Baissez nos taxes ou nous irons ailleurs, à Dublin, au Luxembourg. » Elle exerce une pression constante, et ce cercle vicieux ne fait que grandir à mesure que les institutions politiques en deviennent dépendantes. J'ai ainsi été le témoin d'une véritable fuite en avant vers le bas. La situation est rigoureusement identique à Londres, qui attire de l'argent sale venant de partout. J'en ai vu une grande partie passer par Jersey mais personne n'a sonné l'alarme, car l'argent corrompt tout, surtout quand on en a besoin.

### **Dans le film, vous êtes filé par les autorités de Jersey. Etes-vous toujours suivi actuellement ?**

Non, même si j'imagine que Tax Justice Network est surveillé par le MI5 [le service de renseignement intérieur britannique, ndlr]. Je serais déçu si ce n'était pas le cas ! Cela voudrait dire que l'on ne travaille pas assez dur. A Jersey, nous étions suivis car les autorités voulaient savoir qui nous rencontrions, pour faire ensuite pression sur eux. C'est un système de nature presque soviétique. L'un d'entre nous, Stuart Syvret [un militant qui apparaît dans le film, ndlr], souhaite installer une représentation légale sur l'île et n'y parvient toujours pas : les avocats ont trop peur de se battre contre le gouvernement ou les banques.

### **Vous avez grandi à Jersey. Comment vit-on dans un paradis fiscal ?**

C'est une île avec de merveilleux paysages, mais partout, l'argent a pris le dessus. Je suis parti parce que je ne voulais pas voir mes enfants grandir au milieu d'inégalités aussi criantes, avec d'un côté une minorité qui possède des yachts gigantesques et de l'autre des gens incapables de payer leur loyer.

“J'ai côtoyé des gens dont le seul but était de gagner beaucoup d'argent. Ils avaient l'attitude typique des financiers de la City : beaucoup d'alcool et un complet je-m'en-foutisme.”

### **Avant d'entrer au gouvernement, vous avez travaillé à Jersey dans une filiale de Deloitte, un des plus gros cabinets mondiaux d'audit et de conseil. Quelle ambiance y régnait-il ?**

Pendant deux ans, j'ai côtoyé des gens dont le seul but était de gagner beaucoup d'argent. Ils avaient l'attitude typique des financiers de la City : beaucoup d'alcool et un complet je-m'en-foutisme. Un jour, j'ai dit à ma boss que je trouvais scandaleux qu'un de nos clients soit en train de piller les ressources en Afrique. Elle m'a répondu : « *J'en ai rien à foutre de l'Afrique !* » D'une manière générale, j'évitais de poser trop de questions pour ne pas me faire remarquer. Je me suis vite senti très isolé.

## **Comment en êtes-vous venu à utiliser votre expérience à Jersey pour dénoncer les dérives de la finance internationale dans ce documentaire ?**

En lisant le livre du journaliste Nick Shaxson sur l'Afrique de l'Ouest, j'ai trouvé un parallèle très fort entre ce qu'il décrivait et ce que j'avais moi-même vécu à Jersey. Dans ce livre, il évoque « *la malédiction des ressources* », ou comment l'extrême développement des secteurs du pétrole et du gaz dans certains pays entraîne une hausse générale des prix, accroît la corruption et affaiblit les autres industries. J'ai contacté Nick et nous avons commencé une enquête qui, au final, aboutira à deux films. Le premier, *La Toile d'araignée : le second Empire britannique*, désormais visible sur YouTube, s'intéresse au rôle de la City, et plus globalement à la politique financière du gouvernement britannique. Il combat l'idée que la City ait eu un impact positif sur l'économie du Royaume-Uni. Le second, *La Fin de la démocratie*, sortira en 2019 et proposera une critique en règle du néo-libéralisme. Il révélera comment l'avènement de la finance a fait croître les inégalités et pris en otage les Etats, désormais sommés de rendre des comptes aux multinationales. Une évolution qui met en péril la démocratie et mine la confiance des citoyens envers les institutions publiques, la politique, mais aussi les médias.

## ***La Toile d'araignée : le second Empire britannique* n'a été diffusé par aucune chaîne au Royaume-Uni. Pourquoi ?**

J'ai été en contact avec la BBC, Channel 4 et ITV. Aucune d'entre elles n'a témoigné d'intérêt pour le film. La télévision britannique n'aime pas les documentaires qui regardent d'un œil critique le rôle de Londres.

## **Avec le Brexit, la City risque de perdre une partie de son influence sur l'échiquier de la finance mondiale. Emmanuel Macron aimerait bien faire de Paris un centre financier comme Londres. Qu'en pensez-vous ?**

Macron est un néo-libéral standard, qui arrive au moment où le néo-libéralisme est en train de s'écrouler. C'est un homme du passé. La création d'un centre financier puissant à Paris pourrait avoir à terme des effets désastreux sur l'économie française. L'importance prise par la City a fait de Londres le lieu de toutes les décisions politiques au Royaume-Uni. Dans le reste du pays, les gens se sentent abandonnés. C'est là que réside le danger : Macron veut faire de Paris ce que nous avons fait de Londres. Il semble ne pas vouloir tenir compte des conséquences néfastes de cette « malédiction de la finance ». Avec lui, la France est en train d'entrer dans le jeu de la compétitivité fiscale entre les Etats, et c'est un jeu de perdants. D'abord parce qu'il reste à prouver que ces mesures fiscales attireront bien les investisseurs. Ensuite parce qu'on sait maintenant très bien qui gagne à ce jeu : les élites. Personne d'autre.